

Communiqué du Parti de Gauche des Hautes-Pyrénées

Grèce : un coup d'état financier

Telle est dorénavant l'Union européenne. Décidés à tordre le cou à toute politique de gauche en Europe, les Merkel, Junker et autres partisans d'une Europe des financiers, avec la collaboration active du gouvernement français, ont imposé au premier ministre grec un accord sous la contrainte. Est-ce une bonne nouvelle pour la Grèce ? Non...La banqueroute est évitée à court terme mais les politiques d'austérité vont être plus dramatiques. Pire, le vote des Grecs a été bafoué, comme l'avait été celui des Français en 2005 ! C'est une mauvaise nouvelle de plus pour l'Europe qui ne peut pas continuer à se construire contre les peuples ! En poursuivant cette voie, les nationalistes et l'extrême droite risquent de prendre le pouvoir dans bon nombre de pays européens et nous savons où cela peut conduire ! Non, le peuple Grec n'est pas seul responsable de sa dette, dont une large part est illégitime. Oui, chaque pays doit pouvoir prendre la décision de rester ou pas dans l'Union Européenne, de rester ou pas dans la zone Euro. C'est aux citoyens d'en décider librement ! Aujourd'hui la Grèce, demain l'Espagne, le Portugal, et ensuite ? La France est la prochaine cible... Sommes-nous prêts à subir ce que "vivent" les Grecs si demain notre tour arrivait ? Nous condamnons cette guerre financière contre les économies nationales et l'intérêt général, nous condamnons ceux qui la mènent et leurs objectifs. Nous condamnons les sacrifices encore demandés aux Grecs et la violence qui leur est imposée. Nous soutenons toutes les résistances européennes contre l'oligarchie financière libérale et saluons en premier lieu l'admirable combat du peuple grec aujourd'hui en première ligne. Parce que nous savons que le meilleur atout de la Grèce serait demain la victoire de Podemos en Espagne et la nôtre en France, nous poursuivons et appelons au renforcement des rassemblements des forces citoyennes !